

L'action collective entre le rationalisme économique et les motivations psychosociales

Mostafa Errahj⁽¹⁾, Hassane Kemmoun⁽¹⁾, Marcel Kuper⁽²⁾, Patrick Caron⁽²⁾

⁽¹⁾Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès, km 10, route Haj Kaddour BP S/40 Meknès, Maroc

merrahj@yahoo.fr

⁽²⁾CIRAD Montpellier, France

Résumé

Les politiques hydrauliques du Maroc sont souvent évaluées par les prouesses technologiques accomplies. Ces politiques ont constitué en même temps la promotion de l'économie agricole avec un objectif social par l'introduction de progrès technique dans les petites et moyennes exploitations agricoles. La mise en eau de réseaux d'irrigation à grande échelle ainsi que l'introduction de cultures intégrées a contribué à une considérable mise en valeur de l'espace irrigué. L'avènement de la politique d'ajustement structurel concrétisée par un désengagement de l'Etat pose de nouveaux défis au partage des responsabilités dans la gestion de l'eau et le pilotage des productions irriguées malgré le souhait d'une plus forte participation des usagers. La présente communication veut saisir les prédispositions des agriculteurs à l'action collective, en partant de l'hypothèse selon laquelle les motivations à l'adhésion à un projet collectif ne sont pas nécessairement économiques. L'article retrace les transformations territoriales de deux secteurs aménagés du périmètre du Gharb et celles d'une zone non aménagée mais traversée par un canal de transfert d'eau détourné par les agriculteurs. L'action collective dans ces zones est qualifiée en identifiant les facteurs favorables ou de blocage. L'aménagement de l'espace a en effet transformé les sociétés et le non-accompagnement de ses transformations produit des déséquilibres territoriaux et socio-économiques. Enfin, l'absence apparente de l'action collective dans le périmètre du Gharb cache des arrangements institutionnels continus autour d'activités diverses et variées, même si le poids des rapports entre l'Etat et la paysannerie, fortement intériorisés, continue à façonner les attitudes des agriculteurs.

Mots clés : action collective, périmètres irrigués, institutions, Maroc